

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 25/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IMPLUS EU

6, Avenue du VAL
78520 Limay

Code AIOT : 0006520506

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2024 dans l'établissement IMPLUS EU implanté 6, Avenue du VAL 78520 Limay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a eu lieu afin de vérifier le respect des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 23 mai 2019, 14 août 2020 et du 6 octobre 2023.

Le non-respect des deux premiers de ces arrêtés préfectoraux de mise en demeure ont conduit à prendre les arrêtés préfectoraux d'astreinte administrative du 14 août 2020 et du 26 juin 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMPLUS EU
- 6, Avenue du VAL 78520 Limay
- Code AIOT : 0006520506
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IMPLUS EU exploite un entrepôt de stockage de deux cellules de 6 000 m² pour le stockage de produits combustibles et de polymères.

L'exploitant IMPLUS EU est autorisé à exploiter ses installations de LIMAY par arrêté préfectoral d'enregistrement n° 2016-40397 du 2 décembre 2016.

Rubrique 1510-2 : 2 cellules, 19 690 tonnes pour un volume d'entrepôt de 149 098 m³

Rubrique 2663-2b (pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composé de polymères) : 2 cellules, volume stocké 35 702 m³

Les enjeux principaux pour ce type d'installation sont les risques d'incendie et de pollution des eaux et des sols en cas d'incendie.

L'établissement est situé dans une zone industrielle dense, à proximité des routes départementales n° 145 et 190, de l'autoroute A13, de la gare de Limay et du port autonome de Paris à Limay.

Les premières habitations se situent à 15 mètres à l'ouest des limites de propriété.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 (suites données par l'exploitant aux actes administratifs découlant des inspections précédentes)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant n'a apporté de réponse, documentaire ou technique, qu'à certaines des prescriptions rappelées dans les arrêtés de mise en demeure en vigueur, ne permettant pas de toutes les respecter.

La situation des installations reste préoccupante en termes de sécurité, c'est pourquoi de nouvelles sanctions sont proposées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Régularisation administrative au regard de la rubrique 4320	AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 1er II	Lettre préfectorale	
2	État des stocks	AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 1er IV	Astreinte	0 jour
3	Stockage des matières dangereuses	AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 1er V	Astreinte	0 jour
5	Moyens incendie (poteaux incendie et agents d'extinction appropriés)	AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 1er VII	Astreinte	0 jour
9	Dossier de conformité des installations	AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1	Astreinte	0 jour
11	Autorisation de déversement des différents rejets	AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1	Astreinte	0 jour
12	Consignes pour l'accès des services de secours	AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1	Astreinte	0 jour
13	Bassins de rétention et vannes d'isolement	AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1	Astreinte	0 jour

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
14	Consignes écrites modalités d'application AM 11/04/2017	AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1	Astreinte	0 jour
15	Conformité au dossier d'enregistrement	Arrêté Préfectoral du 02/12/2016, article 1.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Étude effets thermiques	AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 1er VI	Levée de mise en demeure
6	Désenfumage	AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 1er VIII	Levée de mise en demeure
7	Évacuation des produits en défaut d'enregistrement REACH	AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 2	Sans objet
8	Arrêt de réception et évacuation des aérosols en défaut d'autorisation ICPE	AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 3	Sans objet
10	Dossier ICPE	AP de Mise en Demeure du 23/05/2019, article 1	Levée d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas mis en œuvre de mesures afin de respecter les arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 23 mai 2019, 14 août 2020 et du 6 octobre 2023.

Quelques non-conformités ont été résorbées mais la situation de l'installation est toujours préoccupante vis-à-vis du risque incendie : absence de consignes pour l'accès des services de secours, absence de marquage dans les bassins de rétention, absences de consignes pour les vannes de confinement, absence d'agents d'extinction appropriés aux risques à combattre, absence de procès-verbaux de réception des poteaux d'eau incendie d'aspiration.

La réserve en eau d'extinction incendie n'est pas conforme au dossier d'enregistrement et, compte-tenu de cet écart au projet, il n'est pas certain qu'elle soit utilisable par les services de secours. Des mesures compensatoires doivent être mises en place par l'exploitant afin de disposer d'un volume d'eau suffisant pour l'extinction en cas d'incendie.

L'exploitant doit rapidement prendre des mesures afin d'améliorer la situation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Régularisation administrative au regard de la rubrique 4320

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 1er II
Thème(s) : Situation administrative, Régularisation
<p>Prescription contrôlée : APMED 06/10/23</p> <p>Article 1er</p> <p>II - La société IMPLUS EU sise 6 avenue du Val à Limay (78520), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et polymères à la même adresse, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative :</p> <ul style="list-style-type: none">• en déposant un dossier de demande d'autorisation au titre de la rubrique n° 4320 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, conformément aux articles R. 181-12 et suivants du Code de l'environnement ;ou• en procédant à la déclaration de l'activité relevant de la rubrique n°4320 et en déposant un dossier de modification de l'installation comprenant une analyse des impacts liés à cette nouvelle activité et des éléments permettant de justifier que la quantité totale d'aérosols relevant de la rubrique 4320 susceptible d'être présente dans l'installation est inférieure à 150 tonnes ;ou• en cessant les activités de stockage relevant de la rubrique n°4320 et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du Code de l'environnement. <p>Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans un délai de sept jours l'exploitant fera connaître laquelle des trois options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être télétransmis dans un délai d'un mois. L'exploitant fournit dans un délai de quinze jours les éléments justificatifs du lancement de la constitution du dossier de demande ;- dans le cas où il opte pour la déclaration, en procédant à la déclaration en ligne dans un délai d'un mois ;- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans un délai d'un mois et l'exploitant transmet en préfecture dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement. <p>Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant a bien réalisé, le 16 octobre 2023, la déclaration de l'activité 4320 pour une quantité maximale de 140 tonnes.</p> <p>Cependant, l'inspection n'a pas reçu de dossier de modification de l'installation comprenant une analyse des impacts liés à cette nouvelle activité.</p> <p>L'exploitant a indiqué lors de l'inspection avoir missionné Socotec pour réaliser le dossier de modification, et que ce dernier a révélé la nécessité de réaliser des travaux de mise en conformité. L'exploitant a missionné Nerco afin d'identifier les travaux nécessaires et d'en évaluer le montant.</p> <p>L'inspection a rappelé à l'exploitant que la mise en œuvre de l'activité de stockage d'aérosols relevant de la rubrique 4320 est conditionnée à la transmission de l'ensemble des éléments d'appréciation, listés dans l'arrêté de mise en demeure et à la délivrance de la décision préfectorale à l'issue de l'instruction :</p>

<p>- pour une quantité correspondant au régime de la déclaration, un dossier de modification comprenant une analyse des impacts liés à cette nouvelle activité et des éléments permettant de justifier que la quantité totale d'aérosols relevant de la rubrique 4320 susceptible d'être présente dans l'installation est inférieure à 150 tonnes est attendu ;</p> <p>- pour une quantité correspondant au régime de l'autorisation, une demande d'autorisation environnementale complète permettant, après instruction (comportant une étape de consultation du public) au préfet de délivrer une telle autorisation, serait nécessaire.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il ne stockera pas de quantité supérieure au seuil de la déclaration tant que le dossier de modification correspondant n'aura pas été instruit par l'inspection (quand elle l'aura reçu).</p> <p>L'inspection a constaté sur site la présence de 6 tonnes d'aérosols, soit une quantité inférieure au seuil de déclaration (qui est de 15 tonnes).</p> <p>Conclusion : le point II de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/10/2023 ne peut pas être levé car l'exploitant n'a pas déposé de dossier de modification de l'installation en cohérence avec la déclaration effectuée, même s'il n'a pas sur site, à la date de l'inspection, de quantité d'aérosol excédant le seuil de la déclaration.</p> <p>Dans ces conditions, il n'est pas proposé de sanction, mais ce point de l'arrêté de mise en demeure est maintenu. Ce point sera rappelé dans une lettre de suite préfectorale.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre préfectorale

N° 2 : État des stocks

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 1er IV
Thème(s) : Autre, État des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1er</p> <p>IV - La société IMPLUS EU sise 6 avenue du Val à Limay (78520), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et polymères à la même adresse, est mise en demeure de respecter, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions du point 1.4 (I.1) de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réalisant un état des stocks intelligible par les pouvoirs publics (nature et quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque cellule, régulièrement tenu à jour) conformément à ces prescriptions ; • faisant figurer sur ce document, pour les matières dangereuses, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie ; • tenant cet état des stocks à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté le 5 février 2024 que l'exploitant dispose bien d'un état des stocks présentant les quantités de produits combustibles, répartis par rubrique de la nomenclature ICPE.</p> <p>L'inspection a cependant constaté que les informations suivantes manquent dans l'état des stocks de l'exploitant : nature et quantités de produits présents au sein de chaque cellule et, pour les matières dangereuses, les différentes familles de mention de dangers. La localisation des matières dangereuses (e.g. aérosols) est également incomplète (cf. point de contrôle n°3 ci-après).</p>

L'exploitant a indiqué à l'inspection que l'état des stocks est disponible dans un dossier informatique partagé en ligne, accessible par 4 personnes. L'exploitant a indiqué qu'en cas d'incendie la télésurveillance appelle les pompiers et l'astreinte. L'astreinte a accès à l'état des stocks.

L'inspection a indiqué à l'exploitant que cet état des stocks doit être tenu à la disposition des services de secours. Ainsi il serait préférable de laisser un exemplaire de l'état des stocks consultable sur site afin que les services de secours puissent rapidement en prendre connaissance en cas d'intervention. En effet, les services de secours pourraient arriver avant l'exploitant en cas d'appel par la télésurveillance.

Conclusion : le point IV de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/10/2023 n'est pas respecté.

Proposition : astreinte administrative pour un montant de 10 euros par jour pendant 90 jours (à compter de la notification de l'AP d'astreinte), puis 100 euros par jour jusqu'au respect du point IV de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/10/2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 0 jour

N° 3 : Stockage des matières dangereuses

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 1er V

Thème(s) : Risques accidentels, Séparation matières dangereuses

Prescription contrôlée :

Article 1er

V - La société IMPLUS EU sise 6 avenue du Val à Limay (78520), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et polymères à la même adresse, est mise en demeure de respecter, dans le délai de sept jours à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions du point 8 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé, en :

- en séparant les matières qui sont de nature à aggraver un incendie des autres matières, dans une cellule distincte, sauf s'il met en place des séparations physiques entre les matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité ;
- en stockant les matières dangereuses dans des cellules particulières faisant l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques.

Constats :

L'inspection a constaté le 5 février 2024 la présence dans l'état des stocks de 6 tonnes d'aérosols.

L'exploitant a indiqué stocker tous les aérosols dans trois rangées de racks spécifiques BA, BB et BC, désormais réservées aux aérosols.

L'inspection a constaté en se rendant dans la cellule B (ou cellule 2 selon le dossier d'enregistrement) de l'entrepôt que des aérosols étaient également stockés en dehors de la zone réservée aux aérosols : des aérosols ont été vus aux emplacements :

-BM 062B et BM 055B : produit Waterproof 242 ml, palettes datées de 10/2019 et 07/2019.

L'inspection a constaté la présence de 5 palettes de 1848 unités. L'exploitant a indiqué que ces palettes étaient destinées à la destruction car le produit n'est plus commercialisé.

-BG026B et BF019B : produit Forcefield protector 177 ml, palettes datées du 18/01/2024 en provenance de l'entrepôt déporté stockant les aérosols d'IMPLUS pendant la régularisation administrative. L'exploitant n'a pas su expliquer pourquoi ces palettes ont été renvoyées par l'entrepôt qui a accepté de stocker les aérosols d'IMPLUS pendant la régularisation administrative.

L'inspection a constaté que les mesures provisoires mises en place par l'exploitant (stockage des aérosols dans des allées spécifiques) ne sont pas respectées.

L'inspection a en outre constaté que les aérosols, matières dangereuses de nature à aggraver un incendie des autres matières, ne sont pas stockés dans une cellule distincte et qu'il n'y a pas de séparation physique entre les matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

Conclusion : le point V article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/10/2023 n'est pas respecté.

Proposition : astreinte administrative de 10 euros par jour pendant 90 jours, puis 100 euros par jour jusqu'au respect du point V article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/10/2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 0 jour

N° 4 : Étude effets thermiques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 1er VI
Thème(s) : Risques accidentels, Étude flux thermiques
Prescription contrôlée : Article 1er VI - La société IMPLUS EU sise 6 avenue du Val à Limay (78520), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et polymères à la même adresse, est mise en demeure de respecter, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions du point 1 de l'annexe VIII de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé, en élaborant une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m ² et, le cas échéant, à engager les mesures de protection prévues au point 2 de cette même annexe. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a fourni en inspection l'étude de flux thermique visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m ² de la situation actuelle de l'installation. Conclusion : ce point est respecté et peut être levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Moyens incendie (poteaux incendie et agents d'extinction appropriés)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 1er VII
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : Article 1er VII - La société IMPLUS EU sise 6 avenue du Val à Limay (78520), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et polymères à la même adresse, est mise en demeure de respecter, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé en : <ul style="list-style-type: none">• transmettant à l'inspection des installations classées les procès-verbaux de réception des poteaux incendie d'aspiration de la réserve d'eau extérieure et du poteau incendie sur pied ;• mettant en place des agents d'extinction appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de procès-verbal de réception des poteaux d'eau incendie d'aspiration de la réserve d'eau extérieure ni du poteau incendie placé sur pied. L'exploitant n'a pas mis en place d'agents d'extinction appropriés aux risques à combattre, notamment les aérosols stockés. Conclusion : ce point n'est pas respecté et ne peut être levé. <u>Proposition :</u> astreinte administrative d'un montant de 50 euros par jour pendant 90 jours puis 150 euros par jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 0 jour

N° 6 : Désenfumage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 1er VIII

Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage amenées d'air

Prescription contrôlée :

Article 1er

VIII - La société IMPLUS EU sise 6 avenue du Val à Limay (78520), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et polymères à la même adresse, est mise en demeure de respecter, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions du point 5 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé en :

- s'assurant que les commandes manuelles des exutoires sont bien réparties, facilement accessibles et manœuvrables en toutes circonstances ;
- s'assurer que les amenées d'air frais, cellule par cellule, d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur. »

Constats :

L'inspection a constaté que les commandes manuelles des exutoires sont bien réparties et facilement accessibles et manœuvrables.

L'inspection a constaté que l'exploitant a bien réalisé les amenées d'air frais conformément à son dossier d'enregistrement (portes de quais). L'exploitant a affiché des consignes afin d'ouvrir les portes de quai en cas d'incendie à proximité immédiate de celles-ci.

Observation : Cependant, l'inspection a constaté en interrogeant des membres du personnel présent que le personnel ne sait pas qui doit appliquer cette consigne en cas d'incendie. Cette information devra apparaître dans les consignes à réaliser en cas d'incendie. Cet aspect pourra faire l'objet d'un contrôle à l'occasion d'une prochaine visite d'inspection.

Conclusion : ce point est respecté et peut être levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Évacuation des produits en défaut d'enregistrement REACH

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Prise en charge des aérosols

Prescription contrôlée :

La société IMPLUS EU sise 6 avenue du Val à Limay (78520), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et polymères à la même adresse, est mise en demeure de respecter, dans le délai de sept jours à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 24 avril 2023, en s'assurant de la prise en charge des produits qu'elle stocke, contenant des substances non enregistrées au titre du règlement n°(CE)1097/2006, par un tiers autorisé pour cela au regard de la réglementation ICPE et de ce règlement et ce, tant que la régularisation administrative du site telle que demandée au I et II de l'article 1er du présent arrêté n'est pas achevée.

Constats :

De nombreux échanges ont eu lieu avec l'exploitant en novembre et décembre 2023. A la suite des justificatifs fournis, l'inspection a conclu que l'exploitant respectait le point I de l'article 1^{er} de

<p>l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 octobre 2023, c'est-à-dire que l'exploitant a justifié du respect du règlement REACH (CE) n°1907/2006 du parlement européen et du conseil du 18 décembre 2006 pour les substances importées.</p> <p>L'exploitant a également informé l'inspection lors de ces échanges de la prise en charge de ses aérosols (contenant les substances enregistrées au titre du règlement REACH) par un tiers autorisé au regard de la réglementation ICPE. L'exploitant a indiqué rester sous le seuil de l'autorisation fixé à 150 tonnes tant que la régularisation administrative du site telle que demandée au I et II de l'article 1^{er} n'est pas achevée.</p> <p>L'inspection a constaté, le 5 février 2024, la présence sur site de 6 tonnes d'aérosol, soit une quantité inférieure au seuil de déclaration (fixé à 15 tonnes).</p> <p>Après vérification, l'inspection constate que l'entrepôt déporté est bien autorisé au regard de la réglementation ICPE à recevoir des aérosols de la rubrique 4320.</p> <p>Conclusion : La régularisation administrative demandée au I de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 octobre 2023 est achevée. Cependant, l'article 2 de la mise en demeure susmentionnée ne pourra être complètement levée qu'à l'issue de la régularisation administrative du site telle que demandée au II de l'article 1^{er} du même arrêté.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 8 : Arrêt de réception et évacuation des aérosols en défaut d'autorisation ICPE

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, suspension activités aérosols
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société IMPLUS doit, dès notification du présent arrêté, cesser de recevoir des aérosols relevant de la rubrique n°4320 et, dans un délai de sept jours à compter de la notification du présent arrêté, faire prendre en charge, par une installation dûment autorisée, les aérosols relevant de la rubrique n°4320 de la nomenclature ICPE. L'activité de stockage d'aérosols relevant de cette rubrique, exploitée sans autorisation, est suspendue tant que la régularisation administrative du site, telle que demandée au II de l'article 1^{er} n'est pas achevée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence sur site de 6 tonnes d'aérosol, soit une quantité inférieure au seuil de déclaration.</p> <p>Conclusion : ce point est respecté à la date de l'inspection mais ne peut être levé car il doit être respecté tant que la régularisation administrative du site, telle que demandée au II de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 octobre 2023 n'est pas achevée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Dossier de conformité des installations

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1
Thème(s) : Situation administrative, dossier de conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 août 2020 : Article 1^{er}</p> <p>La société IMPLUS EU dont le siège social est situé 2 rue Gustave Eiffel à Porcheville (78440), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et de polymères situé sur la</p>

<p>commune de Limay (78 520) - 6 avenue du Val, est mise en demeure de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision, les prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 susvisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - article 1.1, en transmettant à l'inspection des installations classées un dossier de conformité de ses installations à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé et au dossier d'enregistrement déposé le 28 juin 2016 et complété le 29 août 2016 ; <p>[...]</p>
<p>Arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 26 juin 2023 :</p> <p>Article 1er</p> <p>La société IMPLUS EU dont le siège social est situé à Limay, 6 avenue du Val, est rendue redevable pour son établissement à la même adresse d'une astreinte journalière de 130 € (cent-trente euros) pendant quatre-vingt-dix jours puis de 600 € (six cents euros) dont les montants sont répartis comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10 €/jour (dix euros) pendant quatre-vingt-dix jours puis 100 € (cent euros) jusqu'à la satisfaction du respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 14 août 2020 en transmettant à l'inspection un dossier de conformité des installations ;
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté le 5 février 2024 que l'exploitant ne dispose pas de dossier de conformité de l'installation (montrant que les installations sont implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande d'enregistrement).</p> <p>Conclusion : la prescription de l'arrêté de mise en demeure du 14 août 2020 n'est pas respectée, l'astreinte administrative de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2023 ne peut donc pas être levée.</p> <p><u>Proposition</u> : liquidation partielle d'astreinte pour la période du 30 juin 2023 (date de la notification à l'exploitant de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 26/06/2023) au 5 février 2024, soit 220 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte</p>
<p>Proposition de délais : 0 jour</p>

N° 10 : Dossier ICPE

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/05/2019, article 1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Dossier ICPE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 mai 2019 :</p> <p>Article 1</p> <p>La société IMPLUS EU dont le siège social situé 2 rue Gustave Eiffel à Porcheville (78440), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et de polymères situé sur la commune de Limay (78 520) - 6 avenue du Val, est mise en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le délai d'un mois à compter de la notification de la présente décision : - les prescriptions de l'article 1.2 "Contenu du dossier" de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en établissant un dossier facilement accessible, sur le site, comportant tous les documents mentionnés dans cet article ; <p>[...]</p>

Arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 26 juin 2023 :

Article 1er

La société IMPLUS EU dont le siège social est situé à Limay, 6 avenue du Val, est rendue redevable pour son établissement à la même adresse d'une astreinte journalière de 130 € (cent-trente euros) pendant quatre-vingt-dix jours puis de 600 € (six cents euros) dont les montants sont répartis comme suit :

[...]

- 10 €/jour (dix euros) pendant quatre-vingt-dix jours puis 100 € (cent euros) jusqu'à la satisfaction du respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 23 mai 2019 en transmettant à l'inspection le dossier comportant tous les éléments mentionnés à l'article 1.2 ;

Constats :

L'inspection a constaté le 5 février 2024 que l'exploitant dispose d'un dossier comportant les éléments mentionnés au point 1.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

L'inspection recommande à l'exploitant de placer dans ce dossier les consignes à réaliser pour l'intervention des services de secours en cas d'incendie, l'état des stocks, les contrôles de maintenance périodique, le plan des réseaux et tout autre document utile pour l'inspection des installations classées.

Conclusion : la prescription de l'arrêté de mise en demeure du 23 mai 2019 est respectée, l'astreinte administrative de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2023 peut donc être levée.

Proposition : liquidation totale d'astreinte pour la période du 30 juin 2023 (date de la notification à l'exploitant de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 26/06/2023) au 5 février 2024, soit 220 jours.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée d'astreinte

N° 11 : Autorisation de déversement des différents rejets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1

Thème(s) : Autre, Autorisation de déversement

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 août 2020 :

Article 1er

La société IMPLUS EU dont le siège social est situé 2 rue Gustave Eiffel à Porcheville (78440), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et de polymères situé sur la commune de Limay (78 520) - 6 avenue du Val, est mise en demeure de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision, les prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 susvisé :

[...]

- article 1.6.5, en transmettant à l'inspection des installations classées l'autorisation de déversement des différents rejets (eaux usées et pluviales) dans les réseaux communaux ;

[...]

Arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 26 juin 2023 :

Article 1er

La société IMPLUS EU dont le siège social est situé à Limay, 6 avenue du Val, est rendue redevable pour son établissement à la même adresse d'une astreinte journalière de 130 € (cent-trente euros) pendant quatre-vingt-dix jours puis de 600 € (six cents euros) dont les montants sont répartis

<p>comme suit :</p> <p>[...]</p> <p>- 10 €/jour (dix euros) pendant quatre-vingt-dix jours puis 100 € (cent euros) jusqu'à la satisfaction du respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 14 août 2020 en transmettant à l'inspection des installations classées l'autorisation de déversement des différents rejets (eaux usées et pluviales) dans les réseaux communaux ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté le 5 février 2024 que l'exploitant ne dispose pas de l'autorisation de déversement des différents rejets (eaux usées et pluviales) dans les réseaux communaux.</p> <p>Conclusion : la prescription de l'arrêté de mise en demeure du 14 août 2020 n'est pas respectée, l'astreinte administrative de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2023 ne peut donc pas être levée.</p> <p><u>Proposition</u> : liquidation partielle d'astreinte pour la période du 30 juin 2023 (date de la notification à l'exploitant de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 26/06/2023) au 5 février 2024, soit 220 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte</p>
<p>Proposition de délais : 0 jour</p>

N° 12 : Consignes pour l'accès des services de secours

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes accès des secours</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 août 2020 :</p> <p>Article 1er</p> <p>La société IMPLUS EU dont le siège social est situé 2 rue Gustave Eiffel à Porcheville (78440), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et de polymères situé sur la commune de Limay (78 520) - 6 avenue du Val, est mise en demeure de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision, les prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 susvisé :</p> <p>[...]</p> <p>- article 3.1, en mettant en place des consignes précises pour l'accès des secours au site à tout moment de la journée ;</p> <p>[...]</p> <p>Arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 26 juin 2023 :</p> <p>Article 1er</p> <p>La société IMPLUS EU dont le siège social est situé à Limay, 6 avenue du Val, est rendue redevable pour son établissement à la même adresse d'une astreinte journalière de 130 € (cent-trente euros) pendant quatre-vingt-dix jours puis de 600 € (six cents euros) dont les montants sont répartis comme suit :</p> <p>[...]</p> <p>- 50 €/jour (cinquante euros) pendant quatre-vingt-dix jours puis 150 € (cent-cinquante euros) jusqu'à la satisfaction du respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 14 août 2020 en mettant en place des consignes précises pour l'accès des secours au site à tout moment de la journée ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté le 5 février 2024 que l'exploitant ne dispose pas de consignes pour l'accès</p>

des services de secours au site à tout moment de la journée.

Conclusion : la prescription de l'arrêté de mise en demeure du 14 août 2020 n'est pas respectée, l'astreinte administrative de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2023 ne peut donc pas être levée.

Proposition : liquidation partielle d'astreinte pour la période du 30 juin 2023 (date de la notification à l'exploitant de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 26/06/2023) au 5 février 2024, soit 220 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 0 jour

N° 13 : Bassins de rétention et vannes d'isolement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1

Thème(s) : Autre, Bassins de rétention et vanne de confinement

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 août 2020 :

Article 1er

La société IMPLUS EU dont le siège social est situé 2 rue Gustave Eiffel à Porcheville (78440), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et de polymères situé sur la commune de Limay (78 520) - 6 avenue du Val, est mise en demeure de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision, les prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 susvisé :

[...]

- article 11, en mettant en place :

- un marquage dans les bassins de rétention permettant de connaître en permanence les volumes disponibles pour la rétention des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie sur le site ;
- un affichage clairement visible des vannes d'isolement du site ;
- des consignes écrites pour l'entretien et le fonctionnement des vannes d'isolement ;

[...]

Arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 26 juin 2023 :

Article 1er

La société IMPLUS EU dont le siège social est situé à Limay, 6 avenue du Val, est rendue redevable pour son établissement à la même adresse d'une astreinte journalière de 130 € (cent-trente euros) pendant quatre-vingt-dix jours puis de 600 € (six cents euros) dont les montants sont répartis comme suit :

[...]

- 50 €/jour (cinquante euros) pendant quatre-vingt-dix jours puis 150 € (cent-cinquante euros) jusqu'à la satisfaction du respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 14 août 2020 en mettant en place :

- un marquage dans les bassins de rétention permettant de connaître en permanence les volumes disponibles pour la rétention des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie sur le site ;
- un affichage clairement visible des vannes d'isolement du site ;
- des consignes écrites pour l'entretien et le fonctionnement des vannes d'isolement ;

Constats :

L'inspection a constaté le 5 février 2024 qu'aucun marquage dans les bassins de rétention ne permet de connaître en permanence les volumes disponibles pour la rétention des eaux d'extinction susceptibles d'être polluées en cas d'incendie sur le site.

L'inspection a constaté que l'affichage des vannes n'a pas évolué depuis la précédente inspection

<p>et donc ne permet pas d'identifier clairement les vannes d'isolement du site, permettant de confiner d'éventuelles eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant ne dispose pas de consignes écrites pour l'entretien et le fonctionnement des vannes.</p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant de tester la fermeture des vannes en mode manuel. L'exploitant n'a pas réussi à fermer les vannes manuellement. L'ouverture et la fermeture automatique des vannes ont également été testées et ont fonctionné correctement.</p> <p>Conclusion : la prescription de l'arrêté de mise en demeure du 14 août 2020 n'est pas respectée, l'astreinte administrative de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2023 ne peut donc pas être levée.</p> <p><u>Proposition</u> : liquidation partielle d'astreinte pour la période du 30 juin 2023 (date de la notification à l'exploitant de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 26/06/2023) au 5 février 2024, soit 220 jours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 0 jour

N° 14 : Consignes écrites modalités d'application AM 11/04/2017

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1
Thème(s) : Autre, Consignes écrites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1er</p> <p>La société IMPLUS EU exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et de polymères situé sur la commune de Limay (78 520) – 6 avenue du Val est rendue redevable, jusqu'au respect des dispositions de l'article 1er de l'arrêté de mise en demeure du 23 mai 2019 susvisé, d'une astreinte journalière dont le montant est réparti comme suit :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 €/jour (dix euros) les quatre-vingt-dix premiers jours puis 100 €/jour (cent euros) jusqu'au respect des dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, en établissant des consignes écrites précisant les modalités d'application des dispositions dudit arrêté ministériel du 11 avril 2017 ; ces consignes doivent être tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté le 5 février 2024 que l'exploitant n'a pas établi de consignes écrites précisant les modalités d'application des dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, tel que prévu au point 21 de l'annexe II de ce dernier. Ces consignes ne sont <i>a fortiori</i> pas affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Conclusion : la prescription de l'article 1er de l'arrêté de mise en demeure du 23 mai 2019 n'est donc pas respectée, l'astreinte administrative de l'arrêté préfectoral du 14 août 2020 ne peut donc pas être levée.</p> <p><u>Proposition</u> : liquidation partielle d'astreinte pour la période du 27 janvier 2023 (dernière liquidation partielle d'astreinte pour la période du 13 janvier 2021 au 26 janvier 2023 inclus) au 5 février 2024, soit 374 jours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 0 jour

N° 15 : Conformité au dossier d'enregistrement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2016, article 1.4
Thème(s) : Autre, Conformité au dossier
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 28 juin 2016 et complémentée le 29 août 2016. [...]
Constats : L'inspection a constaté que la réserve en eau d'extinction extérieure n'est pas installée conformément au dossier d'enregistrement, notamment en termes d'emplacement. Dans le dossier d'enregistrement de 2016 et dans la déclaration déposée en 2023, deux réserves en eau extérieures de 120 m3 chacune sont prévues sur le devant de l'entrepôt (à l'Est du site), en complément de trois poteaux incendie distribuant un débit de 60 m3/h. En réalité, une seule réserve est située à l'arrière du bâtiment. Cette réserve est donc inutilisable car les services de secours devraient, en cas d'incendie, emprunter un des accès latéraux exposés à un flux thermique de 8 kW/m ² , selon le plan des zones d'effets thermiques fourni dans le dossier. L'inspection a également constaté que l'accès pompier situé à l'arrière du site n'est plus utilisable dans la mesure où la route extérieure est barrée par des pierres et véhicules. L'inspection constate qu'il manque donc 240 m3 d'eau nécessaire pour l'extinction incendie. L'installation n'est donc pas conforme au dossier d'enregistrement. Conclusion : <u>Proposition :</u> mise en demeure (délai : 3 mois et 1 mois) L'exploitant doit mettre en conformité sa réserve en eau d'extinction incendie dans un délai de 3 mois et mettre en œuvre, sous 1 mois, des mesures compensatoires afin de disposer du volume nécessaire en eau d'extinction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

Annexe confidentielle

Non communicable au public

Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées

Nature du caractère confidentiel :

Information sensible ⁽¹⁾

Secret industriel

Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour la partie Constats hors point de contrôle :

L'inspection a constaté que l'exploitant a fait réaliser des échantillons de produits afin de remplacer les produits aérosols actuellement fabriqués en Angleterre. L'exploitant a indiqué vouloir :

- soit changer de fournisseur d'aérosols afin de choisir un fournisseur implanté dans l'Union européenne et ainsi ne plus être importateur des substances contenues dans les aérosols,
- soit changer le produit afin que ce ne soit plus un aérosol et le faire fabriquer en Chine.

L'inspection a indiqué à l'exploitant qu'en cas de fabrication en Chine, même si le produit n'est plus un aérosol, les substances importées devront être enregistrées conformément au règlement REACH ((CE) n° 1907/2006). En effet, la dérogation pour les produits déjà enregistrés dans un pays de l'UE, exportés vers Royaume-Uni puis réimportés en France à partir de cet état, précédemment membre de l'UE et soumis aux règles communautaires, ne pourra pas s'appliquer pour des produits importés de Chine.

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle n°3 : Stockage des matières dangereuses

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 1er V

Information confidentielle :

L'entrepôt déporté stockant les aérosols d'IMPLUS pendant la régularisation administrative est FM Logistic à Crépy-en-Valois (Oise).

Nom du point de contrôle n°7 : Évacuation des produits en défaut d'enregistrement REACH

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 2

Information confidentielle :

L'inspection a constaté dans l'entrepôt la présence d'aérosols venant des États-Unis (produits non réceptionnés par l'entrepôt déporté, situé dans un autre département, stockant des aérosols pour IMPLUS). L'inspection note que, compte-tenu des quantités constatées, il ne semble pas y avoir plus d'une tonne de substances -relevant de REACH- contenues dans les aérosols venant des États-Unis. L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'il doit être vigilant sur la quantité de ces produits américains, ne bénéficiant pas de la dérogation REACH s'appliquant au cas du Royaume-Uni.

L'entrepôt ayant accepté de stocker les aérosols d'IMPLUS pendant la régularisation administrative est un entrepôt de la société FM Logistic à Crépy-en-Valois.

Nom du point de contrôle n°9: Dossier de conformité des installations

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1

Information confidentielle :

Le montant de la liquidation partielle d'astreinte est de 13 900 euros.

Nom du point de contrôle n°10 : Dossier ICPE

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/05/2019, article 1

Information confidentielle :

Le montant de la liquidation de l'astreinte est de 13 900 euros.

Nom du point de contrôle n°11 : Autorisation de déversement des différents rejets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1

Information confidentielle :

Le montant de la liquidation partielle d'astreinte est de 13 900 euros.

Nom du point de contrôle n°12 : Consignes pour l'accès des services de secours

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1

Information confidentielle :

Le montant de la liquidation partielle d'astreinte est de 24 000 euros.

Nom du point de contrôle n°13 : Bassins de rétention et vannes d'isolement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1

Information confidentielle :

Le montant de la liquidation partielle d'astreinte est de 24 000 euros.

Nom du point de contrôle n°14 : Consignes écrites modalités d'application AM 11/04/2017

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1

Information confidentielle :

Le montant de la liquidation partielle d'astreinte est de 37 400 euros.